

Des filières agropastorales pour relancer l'économie locale au sud du Mali

Le soutien de la Suisse a pour but de renforcer les capacités des exploitations familiales et les entreprises agricoles en gestion entrepreneuriale. Il permettra à 360'000 paysans d'augmenter leurs revenus et d'assurer ainsi la sécurité alimentaire de la région de Sikasso.



Plus de 200 petites entreprises locales vont bénéficier de formations en gestion entrepreneuriale

En trois décennies de présence à Sikasso, la Suisse a contribué à mieux organiser les producteurs et à aménager environ 3000 ha d'espaces agricoles. Aujourd'hui, les exploitations familiales et les entreprises peinent, cependant, à assurer leur productivité. Une difficulté qui s'explique, en partie, par le manque de transformation des produits et, dès lors, par leur faible valeur ajoutée, mais aussi par le manque d'équipement et les chocs climatiques. Par ailleurs, les institutions financières sont peu adaptées aux besoins des producteurs, ce qui limite l'accès de ces derniers aux crédits.

Face à ce constat, la Direction du développement et de la coopération DDC a décidé de poursuivre son appui. Objectif : permettre aux exploitants de développer des filières agropastorales tout en soutenant des structures qui permettent une meilleure transformation des produits.

Pour un meilleur développement des exploitations locales

L'appui de la DDC permettra aux chefs d'exploitation d'innover, de diversifier leur production et d'accéder aux marchés pour vendre leur surplus. Le programme leur permettra de se familiariser avec divers techniques (gestion de la fertilité des sols, stockage, réduction des pertes). Ainsi, les producteurs pourront accroître la valeur ajoutée de leurs produits par la transformation, le conditionnement et la vente groupée ; 360'000 exploitants sikassoïses verront leurs revenus s'améliorer.

Des entreprises agricoles au cœur de l'économie

Par ailleurs, plus de 200 petites entreprises locales vont bénéficier de formations en gestion entrepreneuriale organisées par des bureaux privés. Ces structures auront également pour mission de faciliter l'accès des entreprises aux crédits, ainsi que leur mise en relation avec d'autres intervenants de la filière. Le programme prévoit, en outre, d'aménager 2000 ha de nouvelles terres agricoles, ainsi que des pistes et des marchés. Il délèguera la gestion de ces réalisations aux exploitations agricoles. Ces dernières devront s'assurer de l'utilisation de ces ouvrages et de leur accès équitable par toutes les communautés de la région.